



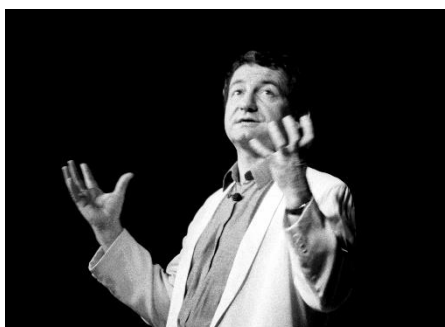
mONTPELLIER 2020

La lettre de « Sursaut

Octobre 2017, n°53

Jouer avec les mots ... jouer avec les faits

Les propos adressés au Président de la République par le leader de la France insoumise lors de la manifestation du 23 septembre ont immédiatement suscité de vives réactions. « *Monsieur le président, il vous reste à consulter l'histoire de France pour apprendre que c'est la rue qui a abattu les rois, c'est la rue qui a abattu les nazis, ... c'est la rue qui a abattu le plan Juppé, ... c'est la rue toujours qui porte les aspirations du peuple français lorsqu'il ne peut les faire entendre autrement* ». Le raccourci ainsi réalisé entre la politique nazie et les plans d'Alain Juppé a, en effet, quelque chose de profondément choquant. Il est, de plus, historiquement discutable. La rue a plutôt contribué à installer Hitler et à conforter le régime nazi. C'est au sacrifice et au courage de résistants et de militaires que nous devons leur défaite. Jean Luc Mélenchon, licencié en philosophie et ancien professeur de lettres, ne peut, bien sûr l'ignorer. Alors pourquoi a-t-il choisi de jouer sur ces graves ambiguïtés ?



fr.wikipedia.org

Il arrivait à Pierre Desproges de franchir des frontières dangereuses dans ses sketches, y compris avec le nazisme. Il a cependant toujours revendiqué le droit, voire la nécessité, de pouvoir « *rire de tout* ». « *On doit rire de tout. De la guerre, de la misère et de la mort* ». « *Au reste, ajoutait-il, est-ce qu'elle se gêne,*

elle, la mort, pour se rire de nous ?». Il ajoutait une seule précaution : « pas avec n'importe qui ». C'est la fonction de l'humoriste, comme de l'ancien « fou du roi », de jouer ainsi des frontières de la bien-pensance ou de la bien-disance car « rire » est le meilleur antidote contre les affirmations ou les soumissions. L'humour se situe dans la non-prise au sérieux des choses : il aide ainsi chacun à supporter les duretés de la condition humaine. L'humour séparera toujours des pensées intégristes et dictatoriales comme l'ont dramatiquement prouvé les assassinats des dessinateurs de Charlie Hebdo. L'affirmation d'une phrase comme une sentence ou comme un mot d'ordre est à l'opposé de l'humour. Elle est du domaine du dogme d'une vérité assénée.

Alors, Jean Luc Mélenchon faisait-il de l'humour ?

Beaucoup de manifestants des années 68 se souviennent avoir défilé aux cris de « CRS SS ! ». Y avait-il une quelconque ambiguïté pour eux entre les agents de maintien de l'ordre républicain et les exécutants nazis ? Consciemment, certainement pas, tout juste une conjuration d'un ordre policier à l'aide d'un jeu de mots plaisant.



René Magritte : « ceci n'est pas une pipe »

Le pouvoir des mots réside dans leur « ambiguïté ». Ils deviennent dangereux quand ils la perdent. Le peintre belge René Magritte a dessiné une pipe en prenant le soin d'écrire dessous : « ceci n'est pas une pipe ». Il est évident que le dessin ne peut être rempli de tabac et fumé comme une vraie pipe en bois. Pourtant, il contient bien une vérité puisque tout le monde y reconnaît bel et bien une pipe. La force des mots réside dans cette double capacité de désigner un objet sans pour autant se réduire à lui. Je peux « boire un verre » en me contentant d'absorber son contenu, « prendre la porte » sans l'amener avec moi, « brûler d'amour » pour un être sans se consommer et dire à un proche « tu me tues » sans perdre la vie.

Quand le mot perd cette ambiguïté, il se confond avec la chose et devient dogme ou vérité absolue. Nos hommes politiques l'oublient parfois notamment lorsqu'ils utilisent certains moments de l'histoire dont l'effroi qu'ils maintiennent dans nos mémoires ne permet guère de place au « jeu ». La référence au régime nazi et à la Shoah demeure un de ces instants qui ne supportent ni jeux de mots, ni récupérations, ni associations avec d'autres faits qui y sont étrangers : ces glissements ouvrent tous à de dangereuses relativisations de l'atroce réalité qu'ils nomment.

Notre société perd de plus en plus la richesse polysémique (plusieurs sens) des mots. Elle les assigne de plus en plus à des sens uniques au gré de l'utilisation que l'on veut en faire. Nos responsables politiques doivent se faire un devoir de préserver ce « pouvoir » des mots au lieu de les asservir à leur bon plaisir, sinon c'est notre démocratie même qui est en danger.

Les billets de Gérard DORIVAL

Solidarité discernée

Soyons heureux et fiers de la collecte insoupçonnée de fonds de solidarité au bénéfice des sinistrés des Antilles, pour plusieurs centaines de milliers d'euros, à l'initiative de jeunes organisateurs d'un marathon

de jeux vidéo. Le prétendu individualisme des jeunes est ainsi largement battu en brèche et c'est très réconfortant.

S'ajoutant aux contributions importantes d'autres donateurs, de collectivités et bien sûr principalement de l'Etat, une reconstruction conséquente peut être entreprise, même si, contrairement aux départements d'Outre-mer, les habitants de Saint Martin et de Saint Barthélemy, y compris aux revenus élevés, ne paient aucun impôt d'Etat.



france3-regions.francetvinfo.fr

Plus d'une moitié des propriétaires n'ont par ailleurs pas assuré leur habitation, ce qui relève de leur seule responsabilité, et de nombreuses locations sont mises sur le marché sans protection des persiennes et vitrages aux risques cycloniques : celles-ci ont été totalement détruites alors que leurs voisines, équipées, sont intactes.

Les reconstructions, si elles sont financées, devraient impérativement intégrer cette dimension, ainsi que celle relative aux risques sismiques.

C'est à l'aune de ces réserves qu'une solidarité pleine et entière pourra s'exercer, avec discernement.

Le tourisme en question



Dessin de LASSERPE

L'effroyable attentat subi par Barcelone qui déplore parmi ses morts et ses blessés des victimes de 35 nationalités différentes, issues de tous continents, traduit l'importance considérable du tourisme dans cette grande métropole et l'exponentielle diversité des origines des visiteurs.

Il apparaît également impossible de ne pas mettre en perspective de ce triste événement, sans qu'il y ait de cause à effet, le rejet exprimé par une partie de la population de la politique d'accueil massif de touristes, pour des raisons malthusiennes, identitaires, de politique politicienne opportuniste de la part de partis indépendantistes(et) ou extrémistes, au mépris d'une analyse économique sérieuse.

Le phénomène de rejet (tourismophobie décomplexée) touche désormais par rebond, nos territoires, notamment du littoral. Il est de bon ton de fustiger les « envahisseurs » avec le même type d'argumentaire hélas connu à l'égard des « migrants ». Les résidents vivraient un « enfer » ! Une réunion publique a été organisée le 10 Aout à Palavas, afin d'organiser la vindicte et la riposte. Rémi Gaillard avait ouvert la voie avec une banderole aérienne d'un goût douteux : « Go home, fucking tourists » !

Tout y passe : leur comportement, leur incivilité, leur tenue (les torse nus), les déchets, le bruit, leur consommation d'alcool..., ce qui n'est pas sans fondement mais ce dont les populations locales ne se privent pourtant pas non plus.

Le tourisme dit péjorativement "de masse", est ainsi mis à l'index, en référence au fantasme du tourisme « haut de gamme », évidemment plus « chic », mais aux retombées économiques fortes à l'unité mais globalement beaucoup plus faibles, l'éligibilité à cette catégorie étant aléatoire et restrictive.

L'incapacité des protestataires à mesurer la plus-value différentielle à l'année dont ils profitent, malgré les nuisances passagères, est à confronter aussi, à contrario, à leurs propres séjours de vacances lorsqu'ils fréquentent à leur tour des sites touristiques dont ils jouissent de ne pas être exclus !

Un journaliste a eu l'humour de remarquer qu'une commune bien connue du littoral ne pouvait revendiquer d'être une maison de retraite à l'année !

La ville, au nom d'un sentiment d'appartenance prétendue aux seuls résidents, ne relèverait plus du domaine public ouverte et serait ainsi « cédée » aux touristes !

Selon l'anthropologue Sascia Cousin, la croissance du tourisme le conduit à s'autodétruire. Une régulation est nécessaire et une lutte drastique contre les incivilités constitue un impératif.

Que vivent les médias !



Dessin de PLANTU

35000 journalistes font vivre en France l'information via les médias qui les emploient (presse écrite papier et numérique, magazines généralistes ou spécialisés, chaînes de télévision et de radio etc.) D'aucuns exercent leur métier, avec professionnalisme et compétence, par ailleurs en référence à une déontologie rigoureuse que leur ont léguée leurs anciens. Ils ne sont plus, à vrai dire, les plus nombreux tant les écrits et surtout les oraux d'une multitude de leurs confrères s'avèrent soit indigents, soit suffisants, soit caractérisés par l'immédiateté, sans recul culturel, et l'esprit de sensationnel, si possible, enclins naturellement à la critique gratuite, en priorité des gouvernants et des politiques, avec la mise en scène de leur propre personne pour les plus pédants, dans la posture de l'intervieweur s'imposant à l'interviewé (le « scalp » !). Passons sur les fautes de français et les approximations historiques ou géographiques.

Il ne faut donc pas s'étonner de voir les médias à l'avant dernier rang de la considération des français, loin derrière les hôpitaux, l'armée, la police, l'école, ... juste avant les politiques ! Et pourtant, nous ne connaissons pas les sordides "tabloïds" londoniens, même si nous souffrons aussi des indésirables « paparazzis » qui, sans foi ni loi, par esprit de voyeurisme et de lucre, pratiquent sans vergogne l'intrusion.

Le positionnement politique des médias, ceux sensés ne pas être partisans, est vécu curieusement par nos concitoyens. Dans les rangs de la droite, les médias dits « subventionnés » sont évidemment tous « de gauche » ! Et pour une partie de la gauche, ils sont dépendants de leurs propriétaires et de leurs actionnaires (à la notable exception du « Canard enchaîné », bien entendu), ce qui les classe de fait à droite ! Le leader de la France dite « insoumise » déclare sous les vivats de ses troupes qu'il faut « dégager » les médias, prisonniers de la « pensée unique », auxiliaires cyniques ou complaisants de « l'oligarchie néolibérale » (cf. « Le Monde » des 3/4 Septembre).

L'arrivée sur les ondes, en toute « consanguinité », de politiques, le plus souvent battus, et d'un journaliste recruté comme communicant du Président (ce n'est pourtant qu'à partir de son métier) a généré une polémique dans les médias que je ne comprends pas : l'opprobre, la vindicte pour acte de « trahison », au nom d'un principe d'étanchéité entre pouvoir et médias m'apparaît pour le moins incongru.

« Addict » à l'information selon mes proches, je lis avec constance et gourmandise toute la presse locale, dans sa diversité et le meilleur, selon moi, de la presse nationale et savoure la pertinence et le talent de grandes plumes comme les prestations audiovisuelles de journalistes qui savent s'élever bien au-dessus de la masse des « speakers » insignifiants sans épaisseur.

Deux « catégories » de journalistes méritent d'être singularisées : les humoristes qui fleurissent à foison, notamment en radio, et qui rivalisent, à partir d'une certaine irresponsabilité confortable, pour « dégommer » leurs invités (c'est parfois drôle, souvent grotesque) et les journalistes de sport qui sacrifient parfois leur fonction à un culte exagéré du vedétariat et à un chauvinisme qui ravit les « supporters » inconditionnels. Le contre-exemple de Christian Montaignac élève heureusement le débat. Mention spéciale pour les dessinateurs et caricaturistes (nationaux et locaux) de talent qui font souvent preuve d'imagination et de génie. En quelques traits, ils en disent souvent plus long, sauf offense, que leurs collègues rédacteurs.

La concurrence des réseaux dits " sociaux " est redoutable. L'anonymat y règne et les « fakes news » sont légion. Les internautes préfèrent en priorité ces fausses nouvelles, plus croustillantes que les vraies, tellement convenues !

La presse d'opinion ou d'information sincère est irremplaçable, d'autant qu'elle perd du terrain quantitativement. Elle constitue un pilier essentiel de la République. Elle doit être soutenue, valorisée et respectée. De son côté elle doit évidemment proscrire les dérives, les facilités, les complaisances, les arrogances. Sa pérennité est vitale pour l'avenir d'une démocratie fragilisée dont elle est le cœur et la respiration.

Le blog de Jean MATOUK :

« Va-t-on enfin gouverner en prévoyant ? »

« Gouverner c'est prévoir », énonça Emile de Girardin (1806-1881, écrivain, homme de presse et député), formule devenue plus célèbre que son auteur dont le commun des mortels se sert plus souvent de cette maxime pour critiquer les gouvernants, lesquels ne parviennent guère à l'appliquer. Il faut d'une part effectivement « pré »-voir, ce qui exige des analyses approfondies et complexes, mais, il faut, d'autre part, une vraie capacité de conviction des autres élus, des « technocraties » et des citoyens, tous plus obnubilés par le présent, et les élus, par leur horizon électoral d'un maximum de cinq ans

Aujourd'hui, cependant, cette exigence est plus importante et porteuse de conséquences graves que jamais et j'en prends trois exemples.

Le premier est celui du grand commerce concentré. Le développement du e-commerce est à deux chiffres chaque année, un quadruplement entre 2010 et 2016. Dans ses premières années, de tels pourcentages sont normaux, comme pour toute activités à ses débuts. Mais ils persistent, et, aux Etats-Unis, qui, en matière économique, ont souvent dix ans d'avance, le grand commerce concentré est en déroute.

Elles sont bien loin les fins de semaines, durant lesquels, comme je l'avais vu à Detroit, il y a une vingtaine d'année, les familles venaient passer le week-end dans un immense mall, incluant un hôtel pour profiter

des attractions pour adultes et enfants et faire le plein de produits de consommation. Le e-commerce américain est en train de disqualifier le grand commerce concentré, pour tous les produits non alimentaires. Pour l'alimentation, il l'est par les productions des jardins urbains, souvent créés sur les terrains des ruines industrielles ou les jardins suspendus aux immeubles, ou plus généralement par le souci, éminemment écologique, de produire le plus près de là où l'on consomme.



© GELUCK 2014

Le même processus est en cours en France. D'ailleurs nos grands groupes du commerce concentré ouvrent de plus en plus des supérettes en centre-ville. Les anciennes " Halles » urbaines sont toujours en vogue chez les urbains aisés, mais les ventes des « AMAP » (Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) fleurissent en ville.

En d'autres termes la fin de la vogue du grand commerce concentré est proche en France aussi. Dans dix/quinze ans, sauf pour l'alimentation, nous serons 70% ou plus à commander par internet, à être livrés par véhicules électriques sans chauffeur, ou par des drones dans nos jardins ou terrasses avec règlement électronique. S'occuper, dès aujourd'hui, des centaines de milliers d'emplois des caissières aux chefs de rayons et spécialistes du merchandising sur place, pour les reconverter vers les emplois de ces substituts. Voilà ce dont devraient s'occuper de toute urgence tous nos élus.

Second exemple : les banques commerciales. Il y a déjà dix ou quinze ans que des visionnaires ont dit que ces banques étaient la sidérurgie de demain. La banque en ligne, qu'elle soit développée par les grands réseaux solidement en place ou par des banques en ligne autonomes, toutes encore en perte mais rachetées par les grands groupes, vont dépeupler les guichets, aidées en cela par le paiement sans contact. Même si la fraude, pour l'instant va aussi vite que la technique, cette dernière en viendra à bout. Que faire des centaines de milliers d'employés de guichet ? Une idée, une solution au moins partielle : par accord entre les banques et les Conseils des nouvelles Régions qui ont la compétence économique, les transformer en visiteurs fréquents et " soignant" des centaines de milliers de PME, les guidant, les « boostant » comme le font les Landers allemands.

Dernier exemple : la fin du nucléaire de fission. Là, nous ne sommes plus vraiment dans le risque de centaines de milliers d'emplois détruits. Mais un choix est à faire dès maintenant car il porte aujourd'hui sur les cent années à venir au moins : poursuivre le nucléaire de fission, et maintenir un poids aussi important, à 50%, au nucléaire dans le mix énergétique, ou préparer la fin de ce nucléaire de fission, tout en finançant, éventuellement, les recherches sur la fusion.

Tous les autres pays abandonnent le nucléaire de fission comme composant de leur « mix énergétique ». Ont-ils tous tort, et nos X-Mines d'EDF ont-ils seuls raison ? Le risque nucléaire civil, matérialisé déjà à Three miles Island, Tchernobyl, Fukushima, n'est pas probabilisable. Il ne relève pas de la loi de Gauss, mais de lois de Lévy stable sans moyenne ni variance. Il est incertain. Faut-il continuer à le risquer ?

Et si tous les pays émergents venaient à cette énergie, ce serait le problème de la ressource en uranium qui se poserait. Enfin, le traitement des déchets ultimes est loin d'être assuré. Il faut donc décider d'abandonner le nucléaire de fission, même s'il représente 75% de notre électricité. On critique l'Allemagne, en l'accusant de polluer plus avec son lignite. Mauvais joueur ! Gageons qu'elle résoudra ce problème aisément.

Une autre organisation spatiale de la production-distribution d'énergies doit donc être programmée : produire le plus possible, le plus près possible d'où l'on consomme. EDF prétend le faire, car ils ont les esprits pour prévoir, mais en conservant, au prétexte de l'intermittence, un réseau national de 50 générateurs, remplacés progressivement, sur 30 ans, par une nouvelle génération de centrales, genre EPR, pour couvrir la plus grande part de notre mix énergétique.

Le prix de l'énergie en France est certes plus bas qu'en Europe, mais sans y amortir la destruction des centrales classiques au-delà de leurs 60 ans (!), et surtout sans le traitement des déchets nucléaires, dont l'enfouissement, outre un problème de coût, toujours très incertain, comme pour les EPR, pose un problème politique local non résolu. Et dans l'incertain total !

On peut aussi poursuivre les recherches d'ITER sur la fusion nucléaire, en vue de reproduire sur terre ce qui se passe dans les étoiles... et que l'on a déjà réalisé dans les bombes H ! Mais l'incertain, s'il n'est pas ou moins dans les risques d'accidents, est dans le budget. Le coût d'ITER de 10 milliards en 2008, est aujourd'hui prévu au double. Nos budgets ont-ils vraiment les moyens de « suivre », évidemment à la hausse, ce budget ?

Entre hydraulique, solaire, éolien terrestre et maritime, « hydraulien », géothermique, biomasse de deuxième génération, traitement des déchets, avec une autre organisation spatiale à tester et organiser de suite, dans certaines régions - l'Occitanie est heureusement candidate - il est possible de supprimer totalement le nucléaire à horizon de trente ans, sans perdre nos capacités industrielles de déconstruction de centrales dans le monde. Mais il est évident que cette mutation essentielle, doit être annoncée. Il faut donc oser affronter la « nucléocratie », des X-Mines à la CGT, et il faut programmer, et organiser un nouvel avenir énergétique, notamment en matière de formation à des métiers nouveaux.

Prévoir ! Emmanuel Macron a aujourd'hui l'assise politique, l'âge et surtout la compétence nécessaire. Qu'il applique au maximum la maxime. Notamment dans les trois directions précitées.

Lu dans l'actualité politique

La ligne TGV Montpellier-Perpignan : à soutenir sans modération.



france3.regions.francetvinfo.fr

Les attermoissements n'ont que trop duré depuis plusieurs décennies.

Montpellier 2020 soutient sans réserve les initiatives convergentes, sinon conjointes, du Président de la Métropole de Montpellier-Méditerranée, entouré des maires des villes-étapes du tronçon Montpellier-Perpignan, et de la Présidente de Région, chef de file, qui milite aussi pour le tronçon Bordeaux-Toulouse. La jonction vers la Catalogne et l'Espagne est d'un intérêt européen majeur, sur les plans économique et touristique.

Cette infrastructure structurante constitue une priorité absolue qui exige une démarche fédératrice faisant fi des clivages de leadership ou partisans.

Folie, terrorisme et sécurité : les professionnels de la psychiatrie réagissent aux propos du ministre de l'Intérieur.

Suite aux attentats de Barcelone, le ministre de l'Intérieur veut « mobiliser l'ensemble des hôpitaux psychiatriques et les psychiatres libéraux de manière à essayer de parer à cette menace terroriste

individuelle ». Il distingue deux catégories de terroristes, ceux qui élaborent de façon très planifiée leurs attaques et « *les gens qui se radicalisent brutalement avec souvent des profils psychologiques extrêmement troublés* ». Il souhaite l'établissement de protocoles de détection.



Les psychiatres ont immédiatement réagi contre une directive allant à l'encontre de l'éthique de confidentialité nécessaire à l'établissement d'un lien de confiance et de sécurité avec leurs patients. L'ensemble des professionnels ainsi que les associations d'usagers se sont élevées contre un retour de la stigmatisation des malades mentaux dans une représentation où ils seraient, à nouveau, désignés comme porteurs de dangerosité sociale.

Montpellier 2020 se mobilise pour les municipales de 2020

Comme chaque année, Montpellier 2020 a tenu son stand à l'**Antigone des associations**. Une fois encore, ce fut une belle occasion de rencontres, d'échanges et d'informations sur nos projets. Nous avons pu ainsi diffuser notre projet de mise en travail dans la perspective des municipales de 2020 :



« Comme pour les dernières élections municipales, Montpellier 2020 compte jouer sa fonction de force citoyenne de propositions, libre et constructive pour notre Ville et notre Métropole.

Pour cela nous comptons rencontrer les Montpelliérains et débattre autour des différents thèmes énumérés ci-dessous lors de soirées de débats animées par des spécialistes et/ou experts des sujets traités.

Ces thèmes seront principalement les suivants :

- *Une Métropole en réseau au-delà de ses frontières*
- *Une ville « apaisée », intelligente et créative*
- *Une conception exigeante de l'urbanisme*
- *Une ville en lutte contre toutes les formes de précarité*
- *Une pression fiscale maîtrisée dans un budget ambitieux*
- *Une école ouverte en lutte contre l'échec scolaire*
- *Une politique culturelle et sportive qui s'appuie sur la richesse « mosaïque » de notre ville*

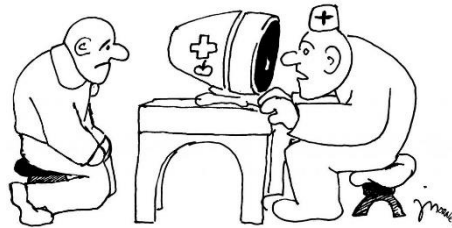
- *Une vie politique ouverte aux citoyens*

Un nouvel ouvrage, « SURSAUT 2020 », contiendra les idées et les propositions qui naitront de ces rencontres. Nous le ferons paraître en début de la campagne.

Plus nous serons nombreux, plus ce travail sera riche et plus nos propositions seront pertinentes et proches de vos attentes ».

Nous vous informerons de la tenue de nos soirées de travail : nous vous y espérons nombreux.

Une soirée à la salle Pétrarque



L'association ISADORA de la clinique Saint Martin de Vignogoul organise une soirée à la salle Pétrarque le jeudi 19 octobre à 19.30h. Elle y invite Joseph MORNET, psychologue et auteur de quelques ouvrages de psychiatrie (« *Le corps et la psychose* », « *Psychothérapie institutionnelle : histoire et actualité* », « *Une introduction aux psychothérapies* » ...) sur le thème : « *La psychothérapie institutionnelle à l'épreuve de la santé mentale* ».

« Les enjeux de santé sont de plus en plus importants dans notre société et prennent une ampleur médiatique de plus en plus importante ; les débats autour du Lévothyrox en constituent un dernier exemple. La santé mentale y occupe une place centrale. Les gouvernements déploient des équipes d'aide psychologique à chaque traumatisme social. Les politiques de prévention des risques de santé psychique deviennent de plus en plus imposées et atteignent l'individu dès son plus jeune âge. Doit-on craindre une nouvelle forme de mise en place d'un pouvoir politique sur la vie des citoyens par le biais au nom de la recherche de leur bien-être et de leur bonheur ?

La réponse sera cherchée dans l'enseignement de la psychothérapie institutionnelle, mouvement né au lendemain de la dernière guerre mondiale qui s'est efforcé de donner des outils face aux diverses formes d'aliénation individuelles et collectives constitutives de notre condition humaine ».

L'accès sera libre.

Pour tout renseignement : Association ISADORA, Centre Psychothérapique St Martin de Vignogoul – 34570 PIGNAN - 04 67 07 86 86 - asso.isadora@gmail.com

RAPPEL :

Avec cette Lettre de Juillet nous atteignons notre 50^{ième} numéro : nous vous adresserons le recueil de nos 50 éditoriaux dans notre édition d'août.

Cette « Lettre » doit être l'affaire de tous ... N'hésitez pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET : mentor.jch@numericable.fr.

Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site www.montpellier-2020.fr : vous pouvez y trouver, outre nos textes, les documents et images de nos manifestations locales, des comptes rendus de presse, des tweets ... n'hésitez pas à inter réagir !

BULLETIN D'ADHESION

Monsieur, Madame ou raison sociale :

Profession ou statut social :

Habitant

Code postal :

Ville :

Téléphone :

Mail :

s'acquitte de la somme de 25 €

au titre de l'année 2017 et est membre de l'Association MONTPELLIER 2020

Payable par chèque à l'ordre de « **association Montpellier 2020** »
Adresser à **2 rue Jeanne d'Arc, MONTPELLIER, 34000**

Fait à :

le :

Signature :